

La Corée du Nord se dit prête à cesser toutes ses activités nucléaires

dimanche 22 juillet 2007, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juillet 2007).

TOKYO, CORRESPONDANT

La première journée des pourparlers multilatéraux sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), qui ont repris mercredi 18 juillet à Pékin, a permis aux négociateurs de parvenir à un accord sur la nécessité d'établir un calendrier des mesures qui doivent faire suite à la fermeture de la centrale atomique de Yongbyon.

Quelques heures après que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) eurent confirmé l'arrêt des installations de la centrale, Pyongyang a proposé de désactiver complètement l'ensemble de ses installations nucléaires dans un délai « *de cinq à six mois* », a annoncé Chun Yung-woo, négociateur sud-coréen aux pourparlers qui réunissent, dans la capitale chinoise, les deux Corées, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et la Russie.

La fermeture de la centrale de Yongbyon, et en particulier de ses installations de retraitement de plutonium qui ont préparé l'essai nucléaire du 9 octobre 2006, était la première étape concrète de mise en œuvre de l'accord conclu entre les Six en février.

« BEAUCOUP DE TRAVAIL »

Le nouvel engagement de Pyongyang est encourageant, mais reste assez vague. S'agit-il, dans l'esprit des dirigeants nord-coréens, d'un « *démantèlement* » comme l'entendent les Etats-Unis ou d'une simple « *désactivation* » (c'est-à-dire un arrêt) ? La seconde phase de l'accord de février prévoit qu'en échange de la désactivation de ses programmes nucléaires et de l'inventaire de ceux-ci, la RPDC obtiendra 950 000 tonnes de fuel lourd (ou l'équivalent sous forme d'assistance).

Jusqu'à présent, la RPDC n'a admis avoir qu'un seul programme nucléaire : celui à base de plutonium poursuivi à la centrale de Yongbyon. Elle a en revanche toujours nié l'existence d'un programme d'enrichissement de l'uranium, avec du matériel et une technologie achetés au Pakistan, que Washington l'accuse d'avoir poursuivi clandestinement. « *Nous devons aller bien au-delà de la fermeture de la centrale de Yongbyon si nous voulons avoir une idée des activités nucléaires de la RPDC* », a déclaré le directeur de l'AIEA, Mohamed ElBaradei.

Le négociateur américain, Christopher Hill, a qualifié, mercredi, de « *bonnes et positives* » les discussions engagées à Pékin sans cacher que « *beaucoup de travail* » attend les négociateurs. Pour Washington, il s'agit de faire la lumière sur l'ensemble des activités nucléaires nord-coréennes et d'obtenir leur démantèlement. Il semble que, dans un premier temps, le régime de Pyongyang soit disposé à arrêter de produire du plutonium - comme en témoigne la fermeture de la centrale de Yongbyon - et à s'engager à ne pas céder les stocks en sa possession à l'étranger. Il vient de se dire prêt à révéler et à désactiver tous ses programmes.

En échange, il va vraisemblablement demander la normalisation de ses relations avec les Etats-Unis, dont le premier acte devra être la levée des sanctions et l'exclusion de la RPDC de la liste des pays

soutenant le terrorisme.

* Article paru dans le Monde, édition du 20.07.07. LE MONDE | 19.07.07 | 14h20 • Mis à jour le 19.07.07 | 14h20.

Les inspecteurs de l'AIEA confirment la fermeture de la centrale de Yongbyon

TOKYO CORRESPONDANT

La fermeture de la centrale nucléaire de Yongbyon, confirmée par les inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) qui étaient sur place dimanche 15 juillet, constitue la première phase de la mise en œuvre de l'accord du 13 février sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en échange de fourniture d'énergie et de garanties de sécurité.

Le complexe nucléaire de Yongbyon, à une centaine de kilomètres au nord de Pyongyang, est la pièce maîtresse du programme atomique nord-coréen. Il est équipé d'un réacteur de 5 mégawatts et d'installations de retraitement du plutonium. C'est à Yongbyon qu'ont été retraitées les barres de combustibles utilisés pour l'essai nucléaire du 9 octobre 2006.

L'arrêt de cette centrale, qui restera sous la surveillance des inspecteurs de l'AIEA, a été salué comme « *un signe encourageant* » par les participants aux négociations à six (Chine, deux Corée, Etats-Unis, Japon et Russie) qui doivent se retrouver le 18 juillet, à Pékin, pour négocier la suite du processus.

Seul le Japon, qui a adopté une position dure à l'égard de Pyongyang en raison de la question non réglée de ses ressortissants enlevés par des agents nord-coréens dans les années 1970-1980, a accueilli la nouvelle avec scepticisme. « *Rien de plus qu'une première étape* », estime le ministère des affaires étrangères à Tokyo.

Pyongyang avait annoncé, samedi, la fermeture de sa centrale et l'autorisation donnée aux inspecteurs de l'AIEA de se rendre sur place. « *Nous avons fermé les installations nucléaires à Yongbyon à la suite de la première livraison de fioul lourd (compensation prévue dans l'accord de février)* », précisait un communiqué du ministère des affaires étrangères. Un bateau sud-coréen a livré, samedi, 6 200 tonnes de fioul lourd sur les 50 000 promises dans l'accord de février en échange de l'arrêt de la centrale. Après une reprise de contact en juin, les inspecteurs de l'AIEA sont revenus samedi en RPDC.

Gelé une première fois dans le cadre de l'accord de 1994 avec les Etats-Unis, le réacteur de Yongbyon avait été réactivé par Pyongyang début 2003 à la suite du déclenchement de la seconde crise nucléaire, lorsque Washington accusa le régime de poursuivre un programme clandestin d'enrichissement de l'uranium.

WASHINGTON RESTE PRUDENT

La fermeture de la centrale était l'étape la plus facile à franchir. La suite des négociations, qui doit porter sur ce qu'il adviendra de la soixantaine de kilos de plutonium produit au cours des quatre années de crise (de quoi fabriquer une dizaine de bombes) et sur l'ensemble des installations nucléaires nord-coréennes, dont l'éventuel programme d'enrichissement, sera plus complexe.

En visite à Séoul, le négociateur américain aux pourparlers à six, Christopher Hill, s'est montré

prudent : la fermeture de Yongbyon n'est « *une étape significative que dans la mesure où elle sera suivie d'autres* », a-t-il déclaré. Or, l'accord de février reste vague sur la suite du processus. Pyongyang a annoncé son intention de mettre sur la table des négociations la signature d'un traité de paix avec les Etats-Unis qui, pour leur part, paraissent réticents à entamer des pourparlers sur cette question avant que l'affaire nucléaire ne soit réglée.

* Article paru dans le Monde, édition du 17.07.07. LE MONDE | 16.07.07 | 16h09 • Mis à jour le 16.07.07 | 16h09.